



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

5 avril 2012

Contact: Andrew Farrand, afarrand@ndi.org, +213-555-994-016, à Alger
Rob Runyan, rrunyan@ndi.org, +1-202-728-5535, à Washington

LA DELEGATION DU NDI ESTIME QUE DES MESURES MODESTES PEUVENT ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE DES ELECTIONS PARLEMENTAIRES DE L'ALGERIE

ALGER, ALGÉRIE – A seulement cinq semaines des élections, les autorités algériennes électorales et d'autres acteurs politiques ont encore le temps de mettre en œuvre des mesures qui peuvent accroître la transparence des élections législatives du 10 mai, selon un rapport publié aujourd'hui par une délégation internationale d'évaluation pré-électorale organisée par le National Democratic Institute (NDI).

La délégation, qui a entamé son évaluation du 31 Mars jusqu'à aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre d'une mission d'observation électorale internationale organisée par le NDI à l'invitation du gouvernement algérien.

Les objectifs de la délégation étaient d'exprimer le soutien de la communauté internationale pour la gouvernance démocratique et des élections pluralistes en Algérie, ainsi que de fournir aux Algériens un rapport impartial et exact sur le processus électoral.

La délégation a reconnu de nombreux aspects positifs de l'environnement pré-électoral. De nouvelles institutions de contrôle, l'invitation des observateurs internationaux, et les quotas pour la représentation des femmes "peuvent être considérés comme indicateurs de plus de volonté politique d'organiser des élections plus ouvertes et plus concurrentielles" selon un membre de la délégation, Sarah Johnson, directeur adjoint du programme démocratie au Centre Carter.

En même temps, la délégation a noté plusieurs défis à ce stade du processus électoral. "Un certain nombre de règlements et procédures demeurent vagues ou indéterminés", a déclaré Anis Ghodbane, membre de la délégation et vice-président des communications pour l'Association Tunisienne pour l'Eveil Démocratique. Les personnes rencontrées par la délégation ont soulevé un certain nombre de plaintes concernant des irrégularités dans les listes électorales, le rôle et les responsabilités des commissions de surveillance et de supervision nouvellement créées, et les complications dans les inscriptions des candidats.

En outre, M. Ghodbane a noté, qu'"en dépit des invitations pour la présence des observateurs internationaux, aucune disposition n'existe actuellement pour l'accréditation des observateurs nationaux non partisans de la société civile algérienne malgré leurs demandes." la délégation a noté que le processus de dépouillement du scrutin est un domaine particulier où l'observation du citoyen peut donner plus de crédibilité au processus électoral.

Dans le sillage du printemps arabe et d'un nouveau processus de réforme, "Les Algériens veulent un véritable changement", a déclaré Carole James, membre de la délégation et de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique. Pourtant, elle a noté que les citoyens semblent sceptiques que de nouvelles dispositions juridiques à elles seules peuvent accroître la transparence et mener à un parlement plus crédible, capable d'influer considérablement sur le processus des réformes. Mais Irena Hadziabdić, membre de la délégation et présidente de l'Association européenne des administrateurs des élections, a noté que des mesures peuvent être prises dès aujourd'hui pour "plus de confiance de la population dans ces élections et dans le processus politique de l'Algérie de façon plus générale."

Dans son rapport, la délégation a recommandé un certain nombre de mesures pour accroître la transparence et encourager la confiance de la population dans les élections, y compris:

1. Les autorités devraient ouvrir le processus de dépouillement des voix à tous les types d'observateurs, y compris les observateurs nationaux, des représentants des partis politiques, et les observateurs internationaux, pour dissiper toute préoccupation que cette étape du processus est susceptible de manipulation.
2. Les autorités électorales devraient permettre la société civile algérienne d'organiser des initiatives d'observation, clarifier le processus d'accréditation, et devrait diffuser largement l'information en temps opportun.
3. Les partis politiques et les citoyens devraient profiter des opportunités pour maximiser la transparence, par exemple en assistant au dépouillement des bulletins de vote et la publication des résultats dans les bureaux de vote.
4. Les réglementations en suspens devraient être publiées et les ambiguïtés de procédure clarifiées aussi rapidement que possible par les autorités électorales, en partenariat ouvert avec les commissions nationales de surveillance et de supervision des élections.
5. Les autorités électorales doivent préciser comment la répartition des sièges sera faite pour les femmes afin d'assurer que les résultats proportionnels prévus par la loi sont atteints d'une manière équitable.
6. Les partis politiques devraient s'efforcer de gagner la confiance des électeurs par des plates-formes responsives et des efforts de sensibilisation, et de maximiser la participation des jeunes et des femmes dans les campagnes électorales.

La délégation comprenait: Carole James du Canada, membre de l'assemblée législative de la Colombie-Britannique; Irena Hadziabdić de Bosnie-Herzégovine, présidente de l'Association européenne des administrateurs des élections; Anis Ghodbane de la Tunisie, vice-président des communications pour l'Association Tunisienne pour l'Eveil Démocratique, Sarah Johnson des États-Unis, directeur adjoint du programme démocratie au Centre Carter, et Jeffrey England des États-Unis, directeur résident du NDI au Maroc.

A Alger, les délégués se sont réunis avec des représentants des partis politiques et des candidats indépendants, les autorités électorales, les commissions nationales de surveillance et de supervision des élections, des dirigeants de la société civile, des universitaires, des médias et des représentants de la communauté internationale. Les membres de la délégation se sont également rendus aux wilayas de Chlef et de Tizi Ouzou pour rencontrer les dirigeants des partis politiques, candidats, membres de la commission de supervision des élections, et d'autres militants.

La mission pré-électorale du NDI sera suivie par le déploiement d'observateurs à long terme, qui resteront en Algérie jusqu'au jour du scrutin et après les élections.

Tous les éléments de la mission sont menés en conformité avec la législation algérienne et selon les normes internationales d'observation des élections stipulées dans la Déclaration de principes pour l'observation internationale des élections.

Au nom du NDI, M. England a remercié le gouvernement algérien et le peuple algérien pour leur invitation à observer ces élections. Il a noté que, "Toutes les recommandations sont faites dans l'esprit de coopération internationale et dans l'espoir de soutenir et de renforcer les processus et les institutions démocratiques de l'Algérie."

Le National Democratic Institute est une institution à but non lucratif, organisation non partisane, non gouvernementale travaillant à soutenir et à renforcer les institutions démocratiques à travers le monde grâce à la participation des citoyens, l'ouverture et la responsabilisation au gouvernement. Plus d'informations sont disponibles sur le site www.ndi.org.

###